

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

9 JUIN 1992

Projet de loi modifiant l'article 18 de la nouvelle loi communale

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR
PAR M. CARDOEN

EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le ministre de l'Intérieur explique que le projet de loi, qui était initialement une proposition de loi, s'inscrit en fait dans le prolongement de la loi du 21 mars 1991 modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne les absences et empêchements des mandataires (*Moniteur belge* du 9 avril 1991) et des discussions préliminaires que la Chambre des représentants et le Sénat ont consacrées à cette loi.

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : MM. Pede, président; Bayenet, Daras, De Loor, Evers, Flagothier, Guillaume, Hermans, Mme Lieten-Croes, MM. Mouton, Pinoie, Quintelier, Scharff, Tavernier, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Aperen, Vancrombruggen, Vandenhaute, Van Hooland, Wierinckx et Cardoen, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. de Donnée, Happart, Mme Nélis, M. Van Wambeke et Mme Verhoeven.

3. Autres sénateurs : MM. Buelens, Desmedt, Désir et Verreycken.

R. A 15370

Voir :

Document du Sénat :

386-2 (S.E. 1991-1992) : N° 1.

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

9 JUNI 1992

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 18 van de nieuwe gemeentewet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER CARDOEN

INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

De Minister van Binnenlandse Zaken verklaart dat het ontwerp van wet, dat oorspronkelijk een voorstel van wet was, in feite een uitvloeisel is van de wet van 21 maart 1991 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet wat de afwezigheden en verhinderingsen van de mandatarissen betreft (*Belgisch Staatsblad* van 9 april 1991), en van de voorbereidende besprekingen van deze wet in de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Pede, voorzitter; Bayenet, Daras, De Loor, Evers, Flagothier, Guillaume, Hermans, mevr. Lieten-Croes, de heren Mouton, Pinoie, Quintelier, Scharff, Tavernier, mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heren Van Aperen, Vancrombruggen, Vandenhaute, Van Hooland, Wierinckx en Cardoen, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren de Donnée, Happart, mevr. Nélis, de heer Van Wambeke en mevr. Verhoeven.

3. Andere senatoren : de heren Buelens, Desmedt, Désir en Verreycken.

R. A 15370

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

386-2 (B.Z. 1991-1992) : Nr. 1.

Concernant l'empêchement du bourgmestre, il a été inséré, dans la nouvelle loi communale, un article 14bis disposant que le bourgmestre qui exerce la fonction de ministre, de secrétaire d'Etat, de membre d'un Exécutif ou de secrétaire d'Etat régional ou qui, en tant que milicien ou objecteur de conscience, effectue son terme de service militaire actif ou de service civil, est considéré comme empêché.

L'article 14 de la nouvelle loi communale prévoit que, dans ce cas, il est remplacé par le premier échevin élu, à moins qu'il n'ait délégué ses pouvoirs à un autre échevin.

La loi du 21 mars 1991 a également modifié les articles 17 et 18 de la nouvelle loi communale, qui traitent de l'empêchement et du remplacement d'un échevin. Dans trois cas d'empêchement bien définis, à savoir lorsqu'il exerce la fonction de ministre, accomplit son terme de service militaire actif ou de service civil, ou bénéficie d'un congé parental, l'échevin est remplacé par un conseiller désigné par le conseil communal (article 18 de la nouvelle loi communale).

Ces trois cas constituent des exceptions à la règle générale selon laquelle un échevin empêché est remplacé par le membre du conseil le premier dans l'ordre du tableau (article 17 de la nouvelle loi communale).

La loi du 21 mars 1991 ne précise toutefois pas si l'échevin qui, en application des articles 14 et 14bis, remplace le bourgmestre empêché, est à son tour considéré comme empêché en tant qu'échevin et peut dès lors être remplacé; la loi ne prévoit d'ailleurs rien en ce qui concerne son remplacement, auquel devrait donc s'appliquer la règle générale énoncée à l'article 17 de la nouvelle loi communale.

Par conséquent, si le bourgmestre empêché est remplacé par un échevin appartenant à la majorité, rien n'empêche que ce dernier soit éventuellement remplacé par un conseiller appartenant à l'opposition.

C'est pourquoi il est proposé de compléter l'article 18 de la nouvelle loi communale par un quatrième cas d'exception, correspondant à l'hypothèse susvisée du remplacement d'un échevin.

DISCUSSION GENERALE

Un membre fait remarquer que la solution proposée ne prévient pas non plus tous les problèmes. Si la majorité est une majorité de coalition, le remplaçant désigné par le conseil communal n'appartiendra pas nécessairement à la même liste que l'échevin qu'il remplace.

La proposition initiale prévoyait pourtant que le conseiller qui remplace l'échevin doit appartenir à la

Wat de verhindering van de burgemeester betreft werd een artikel 14bis ingevoegd in de nieuwe gemeentewet, luidens welk de burgemeester die een ambt van minister, staatssecretaris, lid van een executieve of gewestelijk staatssecretaris uitoefent, of als dienstplichtige of gewetensbezwaarde zijn actieve militaire dienstdienst of burgerdienst vervult, als verhinderd wordt beschouwd.

In dat geval wordt bij krachtens artikel 14 van de gemeentewet vervangen door de eerstgekozen schepenen, tenzij hij zijn bevoegdheid aan een andere schepen heeft opgedragen.

De wet van 21 maart 1991 wijzigde ook de artikelen 17 en 18 van de nieuwe gemeentewet, die de verhindering en de vervanging van een schepen regelen. In drie welbepaalde gevallen van verhindering, namelijk wegens het uitoefenen van een ministerambt, het vervullen van de dienstplicht of de burgerdienst, of wegens ouderschapsverlof, wordt de schepen vervangen door een raadslid aangewezen door de gemeenteraad (artikel 18 van de gemeentewet).

Deze drie gevallen vormen een uitzondering op de algemene regel dat een verhinderde schepen vervangen wordt door het gemeenteraadslid dat de eerste plaats bekleedt op de ranglijst (artikel 17 van de gemeentewet).

De wet van 21 maart 1991 bepaalt evenwel niet of de schepen die met toepassing van de artikelen 14 en 14bis de verhinderde burgemeester vervangt, daardoor op zijn beurt als schepen verhinderd is en kan vervangen worden, en regelt trouwens evenmin die vervanging, waarvoor bijgevolg de algemene regel van artikel 17 van de gemeentewet zou gelden.

Dat heeft tot gevolg dat, waar de verhinderde burgemeester vervangen wordt door een schepen van zijn meerderheid, die op zijn beurt zou worden vervangen door een raadslid dat net zo goed tot de oppositie kan behoren.

Daarom wordt voorgesteld deze hypothese van vervanging van een schepen als vierde uitzonderingsgeval in te schrijven in artikel 18 van de gemeentewet.

ALGEMENE BESPREKING

Een lid laat opmerken dat ook de voorgestelde regeling niet steeds alle problemen voorkomt. Als de meerderheid een coalitiemeerderheid is behoort de vervanger die door de gemeenteraad aangewezen wordt niet noodzakelijk tot dezelfde lijst als de schepen die hij vervangt.

Het oorspronkelijke voorstel bepaalde nochtans dat het raadslid dat de schepen vervangt tot dezelfde

même liste que le bourgmestre, ce qui réglait le problème. Mais la Chambre a supprimé cette disposition.

Le ministre ne nie pas que ce risque existe, mais il fait remarquer que le même risque existe dans les trois hypothèses d'empêchement et de remplacement d'un échevin envisagées par l'article 18 actuel de la loi communale.

On a supprimé la disposition proposée pour deux raisons. Tout d'abord, on a préféré un système dans lequel la décision se prend à la majorité, selon la procédure démocratique normale. Ensuite, la disposition proposée pouvait également soulever des problèmes, parce qu'il ne restera pas toujours un conseiller de la même liste que le bourgmestre.

Selon le ministre, il faut encore tenir compte du fait que l'échevin même qui remplace le bourgmestre empêché n'est pas remplacé automatiquement, mais seulement à la demande du collège des bourgmestre et échevins. En effet, l'échevin qui remplace le bourgmestre conserve ses attributions d'échevin.

Il devra, par exemple, être remplacé effectivement si le quorum n'est plus atteint au collège ou s'il devient matériellement impossible de cumuler les tâches de bourgmestre et d'échevin.

Un membre déclare qu'à son avis, il faudrait régler également le problème du cumul d'un mandat d'échevin et d'un mandat de parlementaire.

Le parlementaire qui choisit de ne pas cumuler n'a pas d'autre possibilité que de démissionner de ses fonctions d'échevin et n'a aucune certitude de pouvoir les reprendre au terme de son mandat parlementaire.

Un membre demande s'il ne conviendrait pas de fixer une durée minimum pour ce qui est de l'empêchement. Un autre membre fait remarquer que l'hypothèse du remplacement d'un échevin, que le projet retient et qu'il vise à régler, concerne un remplacement de durée plus ou moins déterminée et longue.

Un membre fait remarquer que la décision par laquelle le remplaçant est désigné devra préciser la durée du remplacement pour prévenir toute difficulté au moment où l'empêchement prendra fin. D'autres membres font remarquer que le texte proposé règle adéquatement le problème, puisque l'échevin n'est remplacé que pour la période où il remplace le bourgmestre.

Un membre déclare qu'il peut souscrire à la proposition. Il constate, toutefois, que si le collège ne demande pas le remplacement de l'échevin, le conseil communal n'a pas le pouvoir de prendre lui-même l'initiative.

lijst moet behoren als de burgemeester, wat het probleem oploste, maar deze bepaling werd in de Kamer van Volksvertegenwoordigers geschrapt.

De Minister ontkent niet dat het geschetste risico bestaat, maar wijst erop dat hetzelfde geldt voor de drie hypothesen van verhindering en vervanging van een schepen die thans reeds geregeld zijn in artikel 18 van de gemeentewet.

De voorgestelde bepaling werd geschrapt om een dubbele reden. Enerzijds ging de voorkeur naar een systeem van normaal democratische besluitvorming bij meerderheid. Anderzijds kon de voorgestelde bepaling ook voor problemen zorgen omdat niet altijd nog een raadslid van dezelfde lijst als de burgemeester voorhanden is.

Ter zake moet volgens de Minister ook nog rekening gehouden worden met het feit dat de schepen die de verhinderde burgemeester vervangt, zelf slechts op verzoek van het college van burgemeester en schepenen vervangen wordt, en niet automatisch. De schepen die de burgemeester vervangt behoudt immers zijn bevoegdheden als schepen.

Hij zal bijvoorbeeld wel moeten vervangen worden als het quorum niet meer bereikt wordt in het college, of als het materieel niet mogelijk is de taken van burgemeester en schepen te cumuleren.

Een lid verklaart dat het probleem van de cumulatie van een schepenmandaat en een parlementair mandaat zijns inziens ook zou moeten geregeld worden.

Het parlamentslid dat verkiest niet te cumuleren kan niet anders dan zijn ontslag geven als schepen, en heeft geen zekerheid dat hij dat ambt terug kan opnemen na het einde van zijn parlementair mandaat.

Een lid vraagt of het niet aangewezen zou zijn een minimumtermijn van verhindering te stellen. Een ander lid merkt op dat de hypothese van vervanging van een schepen die het ontwerp beoogt te regelen, een vervanging van langere duur betreft, duur die min of meer vaststaat.

Een lid wijst erop dat het besluit waarbij de vervanger aangesteld wordt, zal moeten bepalen voor welke termijn het geldt, om problemen te vermijden wanneer een einde komt aan de verhindering, maar anderen merken op dat de voorgestelde tekst het probleem adequaat regelt. De schepen wordt immers slechts vervangen voor de periode dat hij de burgemeester vervangt.

Een lid verklaart het voorstel te kunnen bijtreden. Het lid stelt evenwel vast dat als het college niet om de vervanging van de schepen verzoekt, de gemeenteraad niet bevoegd is zelf het initiatief te nemen.

A-t-on peut-être voulu prévenir tout élément qui puisse entraîner une exagération des problèmes politiques qui pourraient se poser dans la commune?

Dans le même ordre d'idées, un membre demande si un tiers des conseillers communaux peut exiger que le problème du remplacement de l'échevin soit mis à l'ordre du jour du conseil communal, même si le collège lui-même ne prend aucune initiative.

Le ministre répond que le texte laisse peu de place à l'interprétation. Le conseil communal peut toujours débattre de la question de savoir s'il convient aussi de remplacer l'échevin qui remplace le bourgmestre empêché, mais c'est au seul collège qu'il appartient de prendre l'initiative du remplacement.

Le collège n'est donc pas tenu de faire remplacer l'échevin, quel que soit le point de vue du conseil communal. Par conséquent, celui-ci peut tout au plus exprimer un souhait.

La Commission se demande ensuite si, dans l'hypothèse en question du remplacement d'un échevin, seul l'article 18 de la loi communale peut être appliqué, à l'exclusion de l'article 17, ou si ces deux articles restent applicables.

Un membre renvoie à la déclaration que le ministre a faite devant la Commission de l'Intérieur de la Chambre (Doc. Chambre 1417/4-90/91, pages 4 et 5).

Il ressort de cette déclaration que rien n'empêche le conseiller communal classé le premier dans l'ordre du tableau d'exiger, en application de l'article 17 de la loi communale, de siéger en qualité d'échevin. Dans cette hypothèse — et toujours selon la déclaration citée —, le collège serait placé devant l'alternative suivante: laisser siéger ce conseiller ou demander au conseil communal de désigner un conseiller comme échevin.

Un commissaire confirme que la commission de la Chambre partageait cette opinion. S'il ne se pose pas de problèmes, l'article 17 de la loi communale peut tout simplement être appliqué; dans le cas contraire, le collège peut invoquer l'article 18 de la loi communale.

Plusieurs membres déclarent ne pas pouvoir se rallier à ce point de vue. D'une part, celui-ci prive de toute signification la disposition, qui figure au texte proposé, selon laquelle l'échevin est remplacé à la demande du collège des bourgmestre et échevins.

D'autre part, il est clair que la réglementation prévue à l'article 18 de la loi communale constitue l'exception à la règle générale fixée par l'article 17. Le texte du dernier alinéa de l'article 18 précise d'ailleurs expressément qu'il est dérogé à l'article 17.

On rappelle également que le cas que le présent projet tente de régler, à savoir celui où le bourgmestre

Was het misschien de bedoeling te vermijden de zaken op de spits te drijven als er politieke problemen zouden zijn in de gemeente?

Daarbij aansluitend vraagt een lid of een derde van de gemeenteraadsleden kan eisen dat het probleem van de vervanging van de schepen ter sprake zou komen in de gemeenteraad, ook al zet het college zelf geen stappen.

De Minister antwoordt dat de tekst weinig ruimte laat voor interpretatie. De gemeenteraad kan altijd debatteren over de vraag of het aangewezen is de schepen die de verhinderde burgemeester vervangt op zijn beurt te vervangen, maar het initiatief voor de vervanging komt uitsluitend toe aan het college.

Het college is dus niet verplicht de schepen te laten vervangen, wat ook de mening is van de gemeenteraad. Deze kan dus hoogstens een wens uitdrukken.

De Commissie bespreekt dan de vraag of in de onderzochte hypothese van vervanging van een schepen, enkel toepassing gemaakt kan worden van artikel 18 van de gemeentewet, met uitsluiting van artikel 17, dan wel of beide artikelen van toepassing blijven.

Een lid verwijst naar de verklaring die de Minister aflegde in de Commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer (Gedr. St. Kamer, 1417/4-90/91, blz. 4 en 5).

Volgens die verklaring belet niets het gemeenteraadslid dat de eerste plaats bekleedt op de ranglijst met toepassing van artikel 17 van de gemeentewet te eisen als schepen te mogen zetelen. In dat geval zou het college, nog steeds volgens de geciteerde verklaring, voor een keuze staan: ofwel dat raadslid laten zetelen, ofwel de gemeenteraad verzoeken een raadslid als schepen te kiezen.

Een lid bevestigt dat de Kamercommissie die mening deelde. Als er geen problemen rijzen kan men gewoon artikel 17 van de gemeentewet toepassen, maar in het tegengestelde kan het college een beroep doen op artikel 18 van de gemeentewet.

Meerdere leden verklaren die zienswijze niet te kunnen bijtreden. Enerzijds ontnemt zij elke betekenis aan de bepaling in de voorgestelde tekst dat de schepen vervangen wordt op verzoek van het college van burgemeester en schepenen.

Anderzijds is het duidelijk dat de regeling waarin artikel 18 van de gemeentewet voorziet de uitzondering vormt op de algemene regel van artikel 17. De tekst van het laatste lid van artikel 18 bepaalt trouwens uitdrukkelijk dat afgeweken wordt van artikel 17.

Tevens wordt eraan herinnerd dat de hypothese van de vervanging van de krachtens artikel 14bis van

empêché en application de l'article 14bis de la loi communale est remplacé, ne peut être purement et simplement assimilé au cas de l'empêchement d'un échevin.

Comme il a été dit précédemment, l'échevin qui remplace le bourgmestre n'est, en effet, pas automatiquement empêché dans sa qualité d'échevin, de sorte que l'article 17 de la loi communale ne s'applique pas dans ce cas.

Un membre ajoute qu'à ses yeux, l'application conjointe des articles 17 et 18 non seulement est formellement exclue par les textes, mais que si elle n'était pas exclue, elle ne pourrait que causer des difficultés.

On remarque enfin que les compétences qui sont attribuées au collège en vertu de la loi communale appartiennent au collège en tant qu'organe collégial, et non pas aux échevins pris individuellement.

Le ministre déclare qu'il ne peut que renvoyer au texte de la loi communale et à celui du projet.

Il est pourtant clair, à ses yeux, que, dans l'esprit de l'auteur du projet, et dans l'hypothèse retenue dans celui-ci, le collège doit pouvoir décider librement si l'échevin sera remplacé ou non. Sans cela, les mots « à la demande du collège » n'auraient plus aucun sens.

Il est donc évident que dans l'optique du projet, le collège peut décider valablement de ne pas remplacer l'échevin.

A supposer que le collège décide de ne pas le remplacer, l'on peut bien entendu se demander si le membre du conseil le premier dans l'ordre du tableau pourrait encore exiger de faire partie du collège, en application de l'article 17.

Bien qu'il soit impossible de répondre à cette question avec une certitude absolue, faute de jurisprudence ou de doctrine constante, le ministre estime personnellement que toute tentative de s'introduire quand même dans le collège en application de l'article 17 est vouée à l'échec.

Sinon le droit de libre décision du collège serait, en effet, vidé de sa substance, et, abstraction faite de cela, force est de constater que selon l'usage le premier membre du conseil n'est admis dans le collège que si c'est véritablement nécessaire, par exemple lorsque le quorum n'est plus atteint. En dehors de ce cas, l'autorité de tutelle s'est toujours opposée, dans le passé, aux tentatives faites pour forcer l'admission d'un membre du conseil dans le collège en application de l'article 17.

La suite de la discussion du projet est consacrée aux deux questions suivantes: l'échevin ne devait-il pas être remplacé automatiquement, dans le cas examiné,

de gemeentewet verhinderde burgemeester, hypothese die het ontwerp beoogt te regelen, niet zonder meer mag gelijkgesteld worden met de hypothese van de verhindering van een schepen.

Een schepen die de burgemeester vervangt is immers zoals eerder gezegd daardoor niet automatisch verhinderd als schepen, zodat artikel 17 van de gemeentewet niet van toepassing is.

Een lid voegt daar nog aan toe dat de gezamenlijke toepassing van de artikelen 17 en 18 zijns inziens niet alleen formeel uitgesloten is door de teksten, maar, in het tegengestelde geval, ook enkel tot moeilijkheden zou kunnen leiden.

Ten slotte wordt nog opgemerkt dat de bevoegdheden van het college krachtens de gemeentewet toekomen aan het college als collegiaal orgaan, niet aan de individuele schepenen.

De Minister verklaart dat hij enkel naar de tekst van de gemeentewet en van het ontwerp kan verwijzen.

Nochtans is het zijns inziens duidelijk dat in de geest van de auteur van het ontwerp, het college in de door het ontwerp geregelde hypothese vrij moet kunnen beslissen of de schepen al dan niet vervangen wordt. Zoniet verliest de bepaling « op verzoek van het college » elke zin.

Het is dus duidelijk dat het college krachtens de tekst van het ontwerp geldig kan beslissen de schepen niet te vervangen.

In de veronderstelling dat het college niet tot de vervanging besluit rijst uiteraard de vraag of het raadslid dat de eerste plaats bekleedt op de ranglijst, met toepassing van artikel 17 alsnog zou kunnen eisen te worden opgenomen in het college.

Alhoewel die vraag bij ontstentenis van een vaste jurisprudentie of doctrine terzake niet met absolute zekerheid kan beantwoord worden, is de Minister persoonlijk de mening toegedaan dat pogingen om via artikel 17 toch binnen te dringen in het college tot mislukken gedoemd zijn.

Abstractie gemaakt van het feit dat het vrije beslissingsrecht van het college aldus zou ontkracht worden moet immers vastgesteld worden dat het gebruik wil dat het eerstgeplaatste gemeenteraadslid slechts opgenomen wordt in het college als daar echt nood aan is, bijvoorbeeld omdat het quorum niet meer bereikt wordt. Alle pogingen die er in het verleden geweest zijn om buiten dat laatste geval de opname van een raadslid in het college af te dwingen met toepassing van artikel 17 werden stevast afgewezen door de toezichthoudende overheid.

De verdere bespreking van het ontwerp handelt dan over twee vragen, namelijk de vraag of de schepen in het onderzochte geval niet automatisch zou

contrairement à ce qui est dit dans le texte proposé qui ne prévoit qu'un remplacement facultatif? L'initiative ne devrait-elle pas revenir au conseil communal plutôt qu'au collège au cas où l'on opérerait pour un remplacement facultatif?

Un commissaire fait observer que le texte ne laisse qu'une faible marge d'interprétation. En effet, le dernier alinéa de l'article 18 de la loi communale dispose que, dans les cas visés à cet article, l'échevin est remplacé, et non pas qu'il peut l'être.

Le ministre attire, toutefois, l'attention sur le texte du troisième alinéa nouveau que l'on propose d'insérer à l'article 18. L'échevin n'est remplacé qu'à la demande du collège des bourgmestre et échevins.

Un commissaire estime que l'on devrait admettre la règle selon laquelle il faut toujours pourvoir aux vacances au sein du collège des bourgmestre et échevins. Du reste, aucune dérogation n'est accordée non plus à la disposition de l'article de la loi communale qui fixe le nombre d'échevins qu'une commune doit compter.

Plusieurs membres partagent ce point de vue.

D'autres membres sont adversaires d'un remplacement obligatoire.

Un membre fait remarquer qu'il arrive couramment qu'un collège ne soit pas au complet, sans que cela pose le moindre problème. Pour que l'on puisse décider valablement, il suffit d'ailleurs que le quorum soit atteint. Aussi l'intervenant plaide-t-il pour qu'en ce domaine également, on laisse jouer l'autonomie communale.

Un membre déclare ne pas vouloir d'un système qui permette les décisions à la carte. Il plaide, dès lors, pour un remplacement automatique de l'échevin dans le cas que le projet vise à régler.

Il ajoute, d'autre part, qu'à son avis, il faut, si l'on opte quand même pour un remplacement facultatif, que la décision de remplacer ou non l'échevin revienne en tout état de cause au conseil communal et non pas au collège.

Sinon, le risque existe que, dans certains cas, le collège laisse aller les choses par crainte de difficultés politiques, même si certains secteurs d'intérêt communal essentiel dont l'échevin avait la responsabilité sont négligés en conséquence.

En mettant le conseil communal hors jeu en pareil cas, on méconnaît, selon l'intervenant, les prérogatives du conseil ainsi que les règles normales du jeu démocratique.

Le ministre ne nie pas que ce genre de situation puisse se présenter, mais il rappelle que le conseil

doivent être remplacés, car c'est ce qui est prévu dans le texte proposé, et non pas qu'il peut l'être.

Een lid merkt op dat de redactie van de teksten weinig ruimte laat voor interpretatie. Het laatste lid van artikel 18 van de gemeentewet bepaalt immers dat in de door dit artikel bedoelde gevallen, de schepenen vervangen worden, en niet dat hij kan vervangen worden.

De Minister wijst evenwel op de tekst van het voorgestelde nieuwe derde lid van artikel 18. De schepenen worden slechts vervangen op verzoek van het college van burgemeester en schepenen.

Een lid meent dat als regel zou moeten aangenomen worden dat vacatures in het college van burgemeester en schepenen steeds moeten opgevuld worden. Er worden trouwens ook geen afwijkingen toegestaan op het artikel van de gemeentewet dat bepaalt hoeveel schepenen een gemeente moet tellen.

Meerdere leden treden die zienswijze bij.

Andere leden pleiten tegen een verplichte vervanging.

Een lid laat opmerken dat het courant gebeurt dat een college niet voltallig is zonder dat zulks aanleiding geeft tot enig probleem. Om geldig te beslissen volstaat trouwens dat het quorum bereikt is. Het lid pleit er daarom voor ook in deze de gemeentelijke autonomie te laten spelen.

Een lid verklaart afkerig te zijn van een regeling die beslissingen «à la carte» mogelijk maakt. Het lid pleit daarom voor een automatische vervanging van de schepenen in het geval dat het besproken ontwerp beoogt te regelen.

Anderzijds verklaart het lid dat als toch zou geopteerd worden voor een facultatieve vervanging, de beslissing over het al dan niet vervangen van de schepenen zijns inziens in elk geval aan de gemeenteraad moet toekomen, en niet aan het college.

Het risico bestaat anders dat het college in een aantal gevallen de zaken op hun beloop zal laten uit vrees voor politieke strubbelingen, ook als dat inhoudt dat bepaalde sectoren van wezenlijk gemeentebelang, waarvoor de te vervangen schepenen instond, moeten verwaarloosd worden.

Door de gemeenteraad in dat geval buiten spel te zetten miskent men volgens het lid de prerogatieven van de raad, evenals de normale democratische spelregels.

De Minister ontkent niet dat het geschetste fenomeen zich kan voordoen, maar herinnert eraan dat de

communal a de toute manière le droit de débattre de l'opportunité ou de la nécessité d'un remplacement, même si la décision finale appartient au collège.

Il souligne également que, dans deux des trois cas spécifiques déjà réglés par l'article 18 de la loi communale (service militaire ou civil et congé parental), le conseil communal n'a pas non plus le droit d'initiative. En effet, dans ces cas, les intéressés ne sont remplacés qu'à leur demande.

Un membre déclare que s'il peut comprendre, sur le plan théorique, le point de vue du préopinant, il n'en estime pas moins qu'il faut quand même confier le droit d'initiative au collège.

Dans la plupart des cas, on désignera d'ailleurs un remplaçant, sans plus. Lorsque l'on n'en désigne pas, c'est parce que l'on sait qu'en le faisant, on créera de nombreux problèmes qui pourraient compromettre le bon fonctionnement du collège.

L'intervenant estime qu'en raison de cela, il vaut mieux laisser la décision au collège.

Un membre craint que l'on puisse supposer, dans une situation comme celle qu'a décrite le préopinant, que le collège ne dispose plus d'une majorité au sein du conseil.

Le préopinant réplique que, dans ce cas, on ne résoudra rien en désorganisant la gestion journalière de la commune.

Un membre fait remarquer que les transferts d'attributions au sein du collège ne sont pas rares. Il estime que c'est le collège lui-même qui doit trancher le problème du remplacement éventuel d'un échevin. D'autres membres partagent ce point de vue.

Le ministre précise que le projet à l'examen résulte d'une initiative parlementaire et qu'après discussion, la Chambre des représentants a opté pour un système laissant au collège des bourgmestre et échevins l'initiative du remplacement dans le cas visé.

En tout cas, le collège peut décider valablement si l'échevin sera remplacé ou non, si bien que le problème dont il s'agit est un problème d'opportunité pur et simple, et non pas un problème de nécessité légale.

Le membre qui plaidait pour une réglementation uniforme excluant des décisions à la carte concernant la question du remplacement, propose l'amendement suivant à l'article unique:

« Au littera a), remplacer le texte de l'alinéa dont l'insertion est proposée par la disposition suivante :

gemeenteraad in elk geval het recht heeft te debatteren over de wenselijkheid of de noodzaak van een vervanging, ook al komt de uiteindelijke beslissing toe aan het college.

Verder wijst hij erop dat in twee van de drie specifieke gevallen die thans reeds geregeld worden in artikel 18 van de gemeentewet (leger- of burgerdienst en ouderschapsverlof), evenmin sprake is van een initiatiefrecht van de gemeenteraad. In die gevallen worden de betrokkenen immers slechts vervangen op hun verzoek.

Een lid verklaart dat waar hij op theoretisch vlak akkoord kan gaan met de zienswijze van het vorige lid, hij uiteindelijk toch voorstander is van het toekennen van het initiatiefrecht aan het college.

In de grote meerderheid van de gevallen zal trouwens zonder meer een vervanger aangeduid worden. Als men geen vervanger aanduidt, dan is het omdat men weet dat men anders veel problemen schept die de goede werking van het college in het gedrang zouden brengen.

Het lid meent dat men in het licht daarvan de beslissing beter aan het college laat.

Een lid meent dat als er zich een situatie voordoet zoals de vorige spreker schetst, men dan ook mag uitgaan van de veronderstelling dat het college niet meer over een meerderheid beschikt in de gemeenteraad.

De vorige spreker repliceert daarop dat men niets oplost door dan ook nog het dagelijks bestuur van de gemeente in het honderd te sturen.

Een lid laat opmerken dat het verschuiven van bevoegdheden binnen het college geen zeldzaam verschijnsel is. Het lid meent dat het probleem van de eventuele vervanging van de schepenen door het college zelf moet beslecht worden. Andere leden treden hem bij.

De Minister preciseert dat het besproken ontwerp voortvloeit uit een parlementair initiatief, en dat de Kamer van Volksvertegenwoordiger na bespreking opteerde voor een systeem waarbij het initiatief voor de vervanging in het beoogde geval aan het college van burgemeester en schepenen gelaten wordt.

In elk geval kan het college rechtsgeldig beslissen of de schepenen vervangen wordt of niet, zodat het probleem een zuiver opportunititeitsprobleem is, en geen probleem van wettelijke noodzakelijkheid.

Het lid dat pleitte voor een uniforme regeling die beslissingen « à la carte » over de vraag van de vervanging uitsluit, dient het volgende amendement in op het enig artikel:

« Onder a), de voorgestelde tekst van het in te voegen lid te wijzigen als volgt :

« L'échevin qui remplace le bourgmestre considéré comme empêché conformément à l'article 14bis est remplacé par le conseil communal pour la période pendant laquelle il remplace le bourgmestre. »

L'intervenant déclare encore que, puisque la loi communale fixe le nombre d'échevins, on peut admettre que ce nombre répond à un besoin. Il n'est donc que normal, à ses yeux, de procéder au remplacement lorsque le collège n'est pas au complet, et il n'y a aucune raison valable de laisser au collège le soin de le faire.

Le ministre répète que le projet ne résulte pas d'une initiative gouvernementale et ajoute qu'il s'en remettra à la sagesse du Parlement.

Cependant, il considère personnellement qu'il ne convient pas de rendre le remplacement obligatoire. Non seulement l'on court ainsi le risque de créer des difficultés inutiles, mais, en outre, l'échevin qui remplace le bourgmestre peut, souvent, combiner ses deux fonctions sans le moindre problème.

Selon le ministre, on peut du reste se demander si, en fait, dans certaines communes, le nombre des échevins n'est pas trop élevé.

Enfin, le ministre fait encore remarquer que l'échevin qui accomplit son service militaire ou prend un congé parental n'est pas non plus remplacé automatiquement.

L'auteur de l'amendement estime que la question du nombre des échevins ne peut pas être dissociée du problème général de la décentralisation.

L'intervenant déclare que le fait que les communes soient chargées d'un nombre sans cesse croissant de tâches ne peut pas rester sans effets sur le nombre des échevins, et l'on peut également se demander s'il ne faudra pas en arriver à un système d'échevins professionnels bien payés.

Le membre estime qu'il faudrait, dès lors, consacrer un débat approfondi à ce problème.

Un commissaire déclare qu'abstraction faite de la question de savoir à qui revient la décision, il est partisan d'un système où le remplacement n'est pas automatique.

D'autres commissaires préconisent également de laisser jouer l'autonomie communale en cette matière.

Le ministre estime encore qu'il ne serait bon, en aucun cas, qu'il y ait obligation ou non, de laisser au conseil communal le soin de décider du remplacement ou non.

« De schepen die de krachtens artikel 14bis als verhinderd beschouwde burgemeester vervangt, wordt door de gemeenteraad vervangen voor de periode dat die schepen de burgemeester vervangt. »

Het lid verklaart nog dat vermits de gemeentewet het aantal schepenen bepaalt, men mag aannemen dat dat aantal aan een behoefte beantwoordt. Zijns inziens is het dan ook niet meer dan normaal dat het college aangevuld wordt als het niet volledig is, en is er geen enkele valabele reden om die zaak over te laten aan het college.

De Minister herhaalt dat het ontwerp geen regeringsinitiatief is, en verklaart zich te zullen schikken naar de wijsheid van het Parlement.

Nochtans is hij persoonlijk de mening toegedaan dat het niet aangewezen is de vervanging verplicht te maken. Niet alleen bestaat de kans dat men aldusodeloos moeilijkheden schept, bovendien kan de schepen die de burgemeester vervangt in vele gevallen zonder enig probleem zijn beide opdrachten combineren.

Men kan zich volgens de Minister trouwens afvragen of er in een aantal gemeenten in feite niet teveel schepenen zijn.

Ten slotte laat de Minister nog opmerken dat de schepen die zijn militaire dienstplicht vervult of ouderschapsverlof neemt ook niet automatisch vervangen wordt.

De auteur van het amendement meent dat de vraag van het aantal schepenen niet los mag gezien worden van het algemeen probleem van de decentralisatie.

Als steeds meer taken opgedragen worden aan de gemeenten, dan kan dat volgens het lid niet zonder gevolgen blijven voor het aantal schepenen, en rijst tevens de vraag of men niet tot een stelsel van goed betaalde beroepsschepenen zal moeten komen.

Het lid meent dan ook dat een grondig debat zou moeten gewijd worden aan dat probleem.

Een lid verklaart dat abstractie gemaakt van de vraag aan wie de beslissing toekomt, hij voorstander is van een systeem waarbij de vervanging niet automatisch is.

Ook andere leden pleiten ervoor in deze materie, de gemeentelijke autonomie te laten spelen.

De Minister verklaart nog de mening te zijn toegedaan dat, verplichting of niet, het niet goed zou zijn dat de beslissing al dan niet te vervangen, zou toekomen aan de gemeenteraad.

VOTES

L'amendement est rejeté par 6 voix contre 6 et 3 abstentions.

L'article unique a été adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 13 membres présents.

Le Rapporteur,
G. CARDOEN.

Le Président,
J. PEDE.

STEMMINGEN

Het amendement wordt verworpen bij staking van stemmen: 6 stemmen voor, 6 stemmen tegen en 3 onthoudingen.

Het enig artikel wordt eenparig aangenomen door de 15 aanwezige leden.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 13 aanwezige leden.

De Rapporteur,
G. CARDOEN.

De Voorzitter,
J. PEDE.